



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

## Trente-troisième session

Putrajaya (Malaisie), 7-11 mars 2016

### Point 11 de l'ordre du jour

**Promouvoir les investissements et les politiques nationales en matière de nutrition et intégrer les objectifs de nutrition dans les politiques et dans la conception et l'exécution des programmes relatifs à l'alimentation et à l'agriculture**

### Résumé

Compte tenu du caractère multisectoriel de la nutrition, les politiques menées dans des domaines très divers – alimentation, agriculture, commerce, prix et revenus, santé et sécurité sanitaire des aliments – ont une incidence sur la nutrition. On peut escompter de meilleurs résultats si les objectifs, les préoccupations et les considérations en matière de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition sont explicitement intégrés dans les politiques nationales relatives à l'agriculture et aux systèmes alimentaires. La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), s'est tenue en novembre 2014. Événement politique de haut niveau, elle a été la première réunion intergouvernementale mondiale entièrement consacrée aux problèmes nutritionnels du XXI<sup>e</sup> siècle à l'échelle de la planète. En adoptant la Déclaration de Rome et le Cadre d'action, les participants ont pris un certain nombre d'engagements en matière de lutte contre la malnutrition, y compris au niveau des politiques. Le présent document analyse les évolutions en matière de développement et les nouvelles problématiques concernant la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments et aborde la nécessité d'investir et de suivre une approche intégrée grâce à des mécanismes nationaux, intergouvernementaux, intersectoriels et multipartites qui intègrent la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition de manière systématique dans les politiques relatives à l'agriculture et aux systèmes alimentaires. Il met en perspective différentes politiques et stratégies envisageables s'agissant d'ajuster et d'harmoniser les politiques nationales sectorielles et intersectorielles et les investissements afin d'obtenir des améliorations durables dans le domaine de la nutrition.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).



mp425

### **Indications que la Conférence régionale est invitée à donner**

La Conférence régionale est invitée à:

- donner des indications concernant l'intégration concrète de la nutrition dans les politiques, programmes et plans d'investissement alimentaires et agricoles;
- communiquer des avis sur les mesures permettant d'améliorer la collaboration multisectorielle dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture;
- formuler des conseils sur le renforcement des capacités en vue d'intégrer la nutrition de manière systématique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture.

## **I. Introduction**

1. La région Asie et Pacifique, considérée dans son ensemble, a atteint la cible 1C des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui concerne la faim. Entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de la faim, qui représentait initialement 24 pour cent de la population, a baissé de 12 points. Par ailleurs, la région est parvenue à réduire de manière considérable le nombre de personnes souffrant de la faim chronique. Entre 1990-1992 et 2014-2016, elle a enregistré la plus forte baisse en ce qui concerne le nombre de personnes sous-alimentées, qui est passé de 726,2 millions à 490 millions. Cependant, malgré ces résultats remarquables, 62 pour cent des personnes sous-alimentées à l'échelle mondiale vivent dans la région Asie et Pacifique.

2. Le retard de développement chez les enfants demeure un problème grave: en Asie du Sud, sa prévalence représente 20 à 40 pour cent et, dans certains pays d'Asie du Sud-Est, elle dépasse 60 pour cent. Les informations disponibles sur les pays insulaires du Pacifique Sud-Ouest sont limitées. Néanmoins, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu ont enregistré un taux élevé de retard de croissance.

3. Les carences en micronutriments sont aussi un problème de premier ordre dans de nombreux pays. Parallèlement, l'obésité précoce augmente dans la région, où quelque 18 millions d'enfants de moins de cinq ans présentent un excès pondéral. Par ailleurs, l'incidence des maladies d'origine alimentaire et les nouveaux dangers transmis par les aliments sont également en hausse.

4. Si l'amélioration de la nutrition est au cœur des préoccupations depuis plus de 30 ans, cette question fait l'objet d'un regain d'attention depuis deux ou trois ans. Au niveau mondial, les investissements dans la nutrition sont considérés comme nécessaires pour permettre aux pays en développement d'opérer une transition progressive. Ce sujet doit être traité de manière prioritaire et concertée car les conséquences sociales, physiques et économiques de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition à court et long termes sont trop importantes pour être ignorées.

5. En novembre 2014, les participants à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ont adopté la Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action y afférent. Plus de 170 États étaient représentés. Ils ont réaffirmé qu'ils s'engageaient à réduire la malnutrition sous toutes ses formes. La CIN2 a permis de formuler le cadre du programme de développement pour l'après-2015, qui a fourni une occasion sans précédent d'orienter l'action et d'accroître l'obligation de rendre des comptes en matière de lutte contre les causes à la fois directes et sous-jacentes de la malnutrition. La recommandation 8 du Cadre d'action concerne spécifiquement l'examen des politiques et des plans d'investissement nationaux et l'intégration des objectifs de nutrition dans la conception et l'exécution de politiques et de programmes relatifs à l'alimentation et à l'agriculture afin de faire progresser une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, d'assurer la sécurité alimentaire et de favoriser des régimes sains. En outre, les objectifs de développement durable (ODD) adoptés récemment traduisent

une certaine vision et mettent en évidence combien il est nécessaire d'œuvrer à un monde plus juste, plus prospère, pacifique et durable dans lequel personne ne serait laissé de côté. La FAO reconnaît que, faute de progrès rapides sur la voie de la réduction et de l'élimination de la faim et de la malnutrition d'ici à 2030, les ODD ne pourront se concrétiser en totalité. Par ailleurs, la réalisation des autres objectifs de développement durable instaurera des conditions propices à l'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté.

6. À sa soixante-neuvième session, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est félicitée officiellement de la Déclaration de Rome sur la nutrition et du Cadre d'action, documents finaux de la CIN2, et a invité les gouvernements, le système des Nations Unies et les autres parties prenantes pertinentes à mettre en œuvre le Cadre d'action. Elle a prévu de débattre de la Décennie d'action en faveur de la nutrition, proposée dans la Déclaration de Rome, à sa soixante-dixième session. À cet effet, une résolution sur la suite à donner à la CIN2 devrait être présentée à l'Assemblée générale afin qu'elle l'examine.

7. Des tables rondes sur le double fardeau de la malnutrition ont eu lieu dans le cadre de la trente-deuxième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, tenue en mars 2014 en Mongolie. Les participants ont formulé d'importantes recommandations sur les moyens de remédier à la situation; ils ont notamment suggéré les mesures suivantes: promouvoir les investissements et les politiques en matière de nutrition au niveau national et intégrer les objectifs de nutrition dans la conception et l'exécution de politiques et de programmes relatifs à l'alimentation et à l'agriculture.

8. D'autres initiatives, comme le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) depuis 2010, jouent un rôle essentiel pour ce qui est de stimuler et de pérenniser l'engagement politique dans la lutte contre la malnutrition au niveau national. La série publiée en 2013 dans la revue *The Lancet* met en lumière des interventions tenant compte de la nutrition qui couvrent tout un éventail de secteurs et traitent des causes sous-jacentes et des facteurs essentiels de l'état nutritionnel.

9. Toutes les actions et initiatives susmentionnées ont permis de recentrer le programme mondial sur la nutrition et sur le développement socioéconomique national. Il est impératif que les enjeux nutritionnels figurent explicitement dans les politiques et interventions concernant les systèmes alimentaires et agricoles et donnent lieu à des programmes et projets tenant compte de la nutrition. De plus, il devient indispensable de planifier des investissements tenant compte de la nutrition. Un autre élément essentiel du dispositif est la bonne gouvernance, caractérisée par un engagement politique et une vision commune de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous. De nombreux pays de la région ont concrétisé l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) ayant trait à la faim mais rares sont ceux qui ont réalisé de véritables avancées dans la lutte contre la malnutrition des enfants. Les enseignements tirés du cadre des OMD en matière de nutrition ont montré qu'il ne suffisait pas de se concentrer sur la sous-alimentation et que les synergies entre la nutrition et d'autres secteurs étaient sous-exploitées. L'ODD visant à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition reconnaît le rôle important de l'agriculture, des forêts et de la pêche dans la nutrition pour tous. Cependant, il nécessite de modifier en profondeur l'architecture des systèmes alimentaires et agricoles de manière à placer la sécurité nutritionnelle et la réduction de la pauvreté au cœur du secteur agroalimentaire.

10. Étant donné la nature transversale de la nutrition, il est reconnu de longue date que seules des actions globales et intégrées peuvent permettre de s'attaquer aux multiples facteurs qui sous-tendent la malnutrition. En particulier, il convient d'associer à des interventions agricoles tenant compte de la nutrition des interventions expressément axées sur la nutrition, qui concernent surtout la sécurité sanitaire des aliments dans l'ensemble des systèmes agroalimentaires. Plus précisément, il est impossible d'améliorer la nutrition sans se soucier de la sécurité sanitaire des aliments. Les agents pathogènes transmis par les aliments sont l'une des principales causes de morbidité et de mortalité dans les pays en développement. Les maladies d'origine alimentaire occasionnant une diarrhée chronique peuvent mettre à mal l'état nutritionnel en réduisant l'absorption des nutriments et en aggravant les carences en nutriments. Par ailleurs, l'exposition aux risques chimiques continue de susciter une inquiétude grandissante, notamment parmi les petits exploitants et les consommateurs des

pays en développement. Au niveau international, l'attention se porte actuellement sur la contamination par les aflatoxines, compte tenu de l'accumulation de preuves établissant le lien entre l'exposition à cet agent et le retard de croissance. De plus, il est indispensable de réaliser des interventions favorables aux pauvres, sexospécifiques et durables aux plans économique, social et environnemental afin de rompre le cercle vicieux de la pauvreté et de la malnutrition qui perdure de génération en génération.

11. Pour faciliter la mise en pratique des recommandations susmentionnées, les parties prenantes ont jugé important de poursuivre le débat sur ce sujet à la trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique. Elles souhaitent comprendre pourquoi les avancées demeuraient limitées dans ce domaine malgré de longues années de plaidoyer en faveur de l'intégration de la nutrition et déterminer les interventions nécessaires. Dans ce contexte, la sensibilisation et l'éducation des consommateurs sont essentielles.

12. Par conséquent, le présent document décrit les enjeux et les difficultés inhérents à la promotion d'une agriculture tenant compte de la nutrition et d'interventions sous forme de secours alimentaires. Il suggère aussi les actions, les moyens et les mécanismes qu'il convient de mobiliser aux niveaux national et régional afin de mettre en pratique les recommandations. Les mécanismes proposés nécessitent d'ajuster et d'aligner les politiques et les investissements sectoriels et transversaux à l'échelon national en vue d'améliorer la nutrition de manière durable, notamment en renforçant les capacités. Ensuite, le document présente les initiatives et les actions entreprises par la FAO pour améliorer la nutrition par l'intermédiaire des systèmes agricoles et alimentaires, conformément au Cadre d'action de la CIN2. Il se termine par des recommandations aux gouvernements et à la FAO.

## **II. Enjeux et difficultés**

13. Les régimes alimentaires pauvres sont répandus dans toutes les couches de la société, ce qui montre qu'un revenu plus élevé ne se traduit pas nécessairement par l'accès à des aliments nutritifs. Les facteurs qui sous-tendent la situation nutritionnelle actuelle sont les régimes alimentaires pauvres, les normes culturelles, les interdits alimentaires et les modes de vie peu sains. Pour mieux se nourrir, il est important d'obtenir des informations sur les régimes nutritifs grâce à des programmes d'éducation nutritionnelle et de sensibilisation et d'avoir accès à des aliments variés tout au long de l'année. Cependant, dans de nombreux pays, ces approches sont encore considérées par beaucoup comme relevant du domaine de la santé et de la nutrition et non d'une question transversale sur laquelle tous les secteurs doivent s'engager et collaborer.

14. Bien que la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments soient indissociables, l'importance de cette dernière est rarement perçue comme il se doit. Il est essentiel d'améliorer et d'appliquer la réglementation en matière de sécurité sanitaire des aliments pour préserver la santé et la nutrition de la population. Il est crucial que les États soient dotés de textes adéquats (notamment en ce qui concerne les bonnes pratiques tout au long de la chaîne de valeur) et d'institutions chargées d'effectuer des contrôles officiels et de fournir des services de vulgarisation afin de garantir la salubrité de la production, de la transformation, du stockage, du transport et de la vente au détail des produits alimentaires.

15. À l'échelon national, il est rare que les politiques, stratégies et plans d'investissement existants soient assortis explicitement d'objectifs, de cibles et d'indicateurs pertinents du point de vue de la nutrition aux niveaux des ménages, des collectivités, des provinces et du pays. En outre, ils ne se concrétisent généralement pas sous la forme de plans et de programmes opérationnels associés à des rôles, des responsabilités, des besoins en matière de capacités, des compétences techniques et des budgets nationaux suffisants.

16. Les politiques et les stratégies nationales dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'agriculture ne traitent pas la question de la malnutrition de manière exhaustive. Dans de nombreux

pays, les stratégies relatives à la sécurité alimentaire et à l'agriculture ne contiennent pas d'objectif ni d'action intéressant la nutrition, qui est considérée comme l'apanage du secteur de la santé. Ce secteur, quant à lui, ne perçoit pas ou ne comprend pas le rôle de l'agriculture dans l'amélioration de la nutrition. De nombreux programmes et plans d'investissement ayant trait à l'alimentation et à l'agriculture ne visent pas à améliorer la nutrition. D'après les informations dont on dispose, les actions multisectorielles sont généralement limitées dans la région et la plupart des stratégies agricoles ne tiennent pas compte des besoins nutritionnels. Il est nécessaire de modifier l'architecture des systèmes alimentaires et agricoles afin de renforcer leurs effets sur la nutrition.

17. De même, les politiques nutritionnelles nationales qui ont été élaborées depuis la Conférence internationale sur la nutrition (CIN) de 1992 ne répondent pas comme il se doit aux nouveaux défis que les pays et les régions doivent relever, en particulier le double fardeau de la malnutrition et l'évolution des systèmes alimentaires et des risques en matière de sécurité sanitaire des aliments. En outre, la plupart de ces politiques ne prévoient pas de manière globale des interventions fondées sur des éléments scientifiques et concrets. Elles ne s'attaquent pas véritablement aux causes fondamentales et sous-jacentes de la malnutrition (nourriture en quantité insuffisante, régimes peu variés et aliments peu sûrs, entre autres).

18. Certains aspects du lien entre l'alimentation et la nutrition demeurent flous et les responsables politiques ne savent pas toujours comment s'appuyer sur les connaissances dans ce domaine pour élaborer des stratégies, des politiques, des programmes et des plans d'investissement qui puissent contribuer à améliorer la nutrition. Ces lacunes se traduisent par une méconnaissance du problème, de ses répercussions et des solutions possibles.

19. Faute de capacités techniques suffisantes en matière de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de politiques et de programmes alimentaires et agricoles tenant compte de la nutrition, il est impossible d'intégrer la nutrition dans l'alimentation et l'agriculture. Les capacités des acteurs agricoles demeurent limitées car la formation dans le secteur fait rarement le lien entre agriculture et nutrition. Le manque d'expérience et de ressources humaines qualifiées empêche de concrétiser les politiques nationales de manière à mettre en œuvre des actions et à fournir de manière efficace des connaissances techniques tenant compte de la nutrition.

20. Dans de nombreux pays, les mécanismes de coordination intersectoriels sont inefficaces, ou tout au moins ne permettent pas de traiter les multiples facteurs qui sous-tendent les enjeux nutritionnels. Les gouvernements ont souvent du mal à aligner et à coordonner leurs politiques, leurs programmes et leurs plans d'investissement dans différents secteurs, notamment l'agriculture et la santé, de façon à traiter efficacement la question de la nutrition. Par ailleurs, il est essentiel d'éliminer les obstacles importants qui bloquent la collaboration intersectorielle au service de la nutrition (par exemple, faible engagement politique, structures organisationnelles sectorielles et manque de crédibilité pour faciliter, mobiliser et générer des ressources). Une conscience accrue du lien entre la sécurité sanitaire des aliments et la concrétisation des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle permettrait d'améliorer la cohérence des politiques entre les secteurs connexes.

21. L'absence d'action coordonnée entre les partenaires de développement se traduit par des doublons, la faible attention portée à certains domaines prioritaires et une utilisation inefficace des ressources limitées. Il est nécessaire d'améliorer la coordination entre les partenaires de développement afin qu'ils travaillent ensemble, renforcent leur engagement, leur consensus et leur financement au service de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments, et aident collectivement les pays en développement à transposer leurs programmes à plus grande échelle. Il est plus important encore que ces partenaires acceptent l'idée que les priorités doivent être définies et établies par les pays et les communautés locales.

### **III. Réponse aux problèmes**

#### **A. Intégrer la nutrition dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture**

22. Pour améliorer la nutrition, il est indispensable que des politiques multisectorielles créent, sous la houlette d'une autorité de coordination indépendante, un environnement favorable dans lequel les objectifs, cibles et activités intéressant la nutrition soient intégrés de manière systématique dans tous les principaux plans, programmes et politiques sectoriels. La cohérence et la coordination de l'action politique et des politiques entre tous les secteurs, y compris au sein des systèmes agricoles et alimentaires, participe de ce processus inclusif. Établir des objectifs nutritionnels explicites assortis de résultats et de cibles mesurables à différents niveaux pour les politiques et les programmes alimentaires et agricoles facilitera la diversification de la production, l'augmentation de la production de végétaux riches en nutriments et la promotion de l'élevage et de la pêche artisanaux, y compris l'appui aux produits forestiers non ligneux. Tous ces éléments sont essentiels à l'amélioration de la nutrition. Les systèmes de production améliorés doivent inclure des mesures de contrôle adaptées et des systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la filière alimentaire. Pour ce faire, il faut agir au niveau non seulement des producteurs d'aliments mais aussi des autorités de contrôle.

23. Analyser le contexte local permettra de concevoir des programmes qui conviennent compte tenu des divers types de malnutrition rencontrés et de leurs causes, notamment la malnutrition chronique ou aiguë, les carences en vitamines et minéraux, ainsi que l'obésité et les maladies dégénératives chroniques. L'évaluation du contexte peut porter sur les éléments suivants: sources d'aliments susceptibles de préserver aussi la biodiversité; agroécologie durable; caractère saisonnier de la production et du revenu; dynamique des sexes, y compris accès différencié à des ressources de production pour les hommes et les femmes (par exemple, aux terres pour les groupes souffrant de l'insécurité alimentaire et fragiles au plan nutritionnel); connaissance des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments; aptitude des acteurs de la filière alimentaire à assurer la sécurité sanitaire des aliments; débouchés commerciaux et infrastructures; possibilités de collaboration avec d'autres secteurs ou programmes; priorités locales.

24. L'établissement d'une ligne de référence solide et d'un système de suivi, d'évaluation et de surveillance efficace doit être le mécanisme institutionnel permettant de renforcer la planification fondée sur des éléments concrets et la gestion axée sur les résultats, en particulier en fournissant des informations fiables pour suivre la progression vers la concrétisation des cibles nationales, pour effectuer des mesures correctives en temps voulu et pour obtenir une remontée d'informations empiriques afin de tirer des enseignements du processus de mise en œuvre. Par conséquent, un système de suivi et d'évaluation assorti d'indicateurs nutritionnels pertinents doit faciliter la gestion éclairée et volontariste des investissements, programmes et projets tenant compte de la nutrition dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et y contribuer afin d'atteindre les objectifs des politiques et d'obtenir les résultats stratégiques.

#### **B. Améliorer la collaboration multisectorielle**

25. Afin d'accélérer les progrès dans le domaine de la nutrition, il est crucial que les différents secteurs (agriculture, santé, sécurité sanitaire des aliments, environnement, protection sociale, main-d'œuvre, eau et assainissement, éducation et énergie, par exemple) et programmes collaborent et se coordonnent en adoptant des stratégies et des objectifs communs afin de s'attaquer aux multiples causes (immédiates, sous-jacentes et fondamentales) de la malnutrition. Il est essentiel de créer des organes efficaces et de les renforcer afin de coordonner les mesures nutritionnelles et les actions connexes entre les différents ministères et, partant, d'apporter une solution multisectorielle et coordonnée au problème de la malnutrition. Avec un fort engagement politique et un financement

suffisant, ces organes peuvent faciliter l'affectation efficace de fonds, suivre les progrès et aider les parties intéressées à prendre des décisions.

26. Les gouvernements, aidés des partenaires de développement, doivent réunir les parties prenantes autour d'un programme commun visant à accélérer les avancées en matière de nutrition. Les acteurs doivent accepter de contribuer à ce programme au travers d'un ensemble de priorités coordonnées et centrées en matière d'action et d'apprentissage empirique qui intègre systématiquement la nutrition dans le programme de développement, renforce et affine les mécanismes d'exécution et consolide la base scientifique des investissements dans le domaine nutritionnel.

27. Il est important de partager les connaissances et les bonnes pratiques, y compris l'échange d'informations et d'expériences sur une approche tenant compte de la nutrition dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture entre tous les pays et toutes les parties prenantes grâce à des partenariats élargis (par exemple, coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou triangulaire).

### **Encadré 1: Renforcer les capacités au service de l'amélioration de la sécurité nutritionnelle: des politiques à l'action**

Plusieurs exemples d'interventions de terrain démontrent les effets que la coordination multisectorielle et le renforcement des capacités peuvent avoir sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'un d'eux concerne la République démocratique populaire lao, où la FAO et d'autres organismes des Nations Unies ont apporté une aide prolongée en deux phases, de 2009 à 2015, afin de promouvoir l'engagement de multiples secteurs et parties prenantes au moyen d'une approche programmatique. Les modalités de l'assistance de la FAO ont été établies dans une feuille de route sur le renforcement des capacités qui ciblait le personnel pertinent des ministères de la santé, de l'agriculture et des forêts, de l'éducation, et de la planification et des investissements, ainsi que des acteurs non étatiques comme des organisations de la société civile (OSC) et des organisations non gouvernementales (ONG), de l'échelon national jusqu'à celui des districts. La stratégie de renforcement des capacités se fondait sur une évaluation minutieuse des besoins.

En 2013, le Gouvernement a adopté officiellement une approche multisectorielle intégrée en créant le Comité national de la nutrition (NNC), présidé par un adjoint au Premier ministre. Le NNC suivait des procédures claires en matière de politiques, menait des activités de plaidoyer au service de la sensibilisation et encourageait des actions locales qui contribuaient à améliorer le processus de convergence et les interventions prioritaires. Il existe désormais une volonté et un engagement politiques forts, sous-tendus par le fait que les responsables ont conscience qu'il est important de placer la nutrition au centre du développement dans le contexte des critères de sortie de la catégorie des pays les moins avancés (PMA). La FAO a contribué à la formulation et encouragé l'approbation de la Politique nationale relative à la nutrition (NNP) en 2010, de deux stratégies nationales de nutrition en 2010 et 2015 et du Plan d'action national pour la nutrition (NNS/PANN). Des objectifs nutritionnels ont été intégrés dans les septième et huitième plans nationaux de développement socioéconomique (NSEDP) à cinq ans et dans les plans ministériels pertinents.

La planification consultative et l'approche participative ont été l'une des clés de la réussite. Ces démarches, auxquelles ont participé des collectivités, des responsables politiques, des responsables de l'exécution des programmes, le secteur privé et la société civile, ont fortement contribué à faire mieux comprendre la question de la malnutrition dans le contexte plus large de la sécurité alimentaire. Le Gouvernement est parvenu à faire naître un fort sentiment d'appropriation nationale

tout en renforçant la coopération intersectorielle pour ce qui était de recenser et de hiérarchiser les problèmes et de trouver des solutions. Les documents de politique générale et de planification ont servi de cadre à une action multisectorielle convergente qui comprenait un ensemble fondamental d'interventions tenant compte de la nutrition et expressément axées sur la nutrition dans trois secteurs, ainsi qu'à une campagne d'envergure visant à faire évoluer les comportements. Le NNS-PANN donnait suite à de nombreuses recommandations de la CIN2.

Les principaux facteurs de réussite ont été les suivants: création d'un macroenvironnement favorable, mise en place de politiques porteuses et engagement; forte participation d'acteurs étatiques et non étatiques et partenariats élargis avec eux; renforcement des capacités du Secrétariat du NNC et des parties prenantes dans plusieurs secteurs; facilitation de la gestion par les communautés; approche point par point pour le développement des initiatives sur le long terme, sans négliger les résultats à court terme susceptibles de donner un élan.

### C. Renforcer les capacités dans le domaine de la nutrition

28. Il convient d'accorder la priorité aux capacités institutionnelles qui contribuent à une approche inter- et intrasectorielle dans le domaine de la nutrition (aux niveaux régional, national et infranational) et de les renforcer. Plus particulièrement, ces capacités sont nécessaires pour suivre les indicateurs portant sur l'accès à une nourriture variée et nutritive et pour concevoir, mettre en œuvre et surveiller les politiques et les programmes alimentaires et agricoles tenant compte de la nutrition qui apportent une réponse à la situation en matière d'alimentation et de nutrition, y compris l'aptitude à coordonner les acteurs du secteur agroalimentaire tout au long de la chaîne de valeur. De plus, il est essentiel de renforcer les capacités dans plusieurs secteurs clés afin de produire des documents d'orientation tenant compte de la nutrition qui portent sur les activités de plaidoyer et les stratégies de communication pour le changement de comportement, l'objectif final étant d'améliorer les habitudes alimentaires.

29. Il est nécessaire d'approfondir les connaissances nutritionnelles au niveau des politiques en incorporant la formation nutritionnelle dans la prise de décisions en matière de politiques agricoles et en engageant les spécialistes de la nutrition à s'assurer que les objectifs nutritionnels soient intégrés de manière efficace et systématique. Par ailleurs, si l'on entend veiller à la pérennité des interventions tenant compte de la nutrition, il est important de renforcer les capacités techniques et les ressources humaines concernant la nutrition dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture grâce à des cours et des formations avant la prise de fonction et en cours d'emploi, à l'élaboration ou à l'actualisation de programmes agricoles pertinents et à la présence de défenseurs de la nutrition au sein des services agricoles à divers niveaux.

30. Il faut intégrer de toute urgence la nutrition dans la formation avant la prise de fonction et en cours d'emploi afin que le personnel chargé de la vulgarisation agricole apprenne comment encourager la diversification des aliments et des régimes. L'inclusion de la nutrition dans les programmes de vulgarisation agricole, moyennant un coût marginal, peut comporter des avantages non négligeables en matière de sensibilisation à la nutrition et de promotion du changement de comportement auprès des agriculteurs et des ménages ruraux. Les programmes d'études communautaires comme les écoles pratiques d'agriculture, notamment celles réservées aux jeunes, peuvent aussi permettre d'intégrer l'apprentissage à la nutrition et à la sécurité sanitaire des aliments sur le terrain. Il est donc crucial de les renforcer. Compte tenu des répercussions de la sécurité sanitaire des aliments sur les résultats nutritionnels, il convient de renforcer à la fois les infrastructures et les ressources humaines dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments.

31. En outre, il est nécessaire que les universités et le secteur privé, dont le potentiel n'a pas encore été suffisamment exploité, s'engagent activement dans des initiatives intéressant la sécurité alimentaire et la nutrition. Bien que les activités des industries alimentaires aient des effets significatifs sur la santé publique, elles ne participent pas encore aux dialogues visant à promouvoir des partenariats public-privé. Les universités, quant à elles, ont toujours été un pôle de référence en matière de technologie et d'information et peuvent, à ce titre, apporter une contribution en participant à des recherches et à des initiatives de renforcement des capacités.

#### **IV. Initiatives et actions régionales en cours**

32. La FAO, en coopération avec les États Membres et avec l'aide de donateurs, s'engage activement à améliorer la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments par l'intermédiaire des systèmes alimentaires et agricoles de la région. Elle encourage les approches fondées sur l'alimentation qui visent à améliorer la nutrition et à aider les gouvernements à intégrer la nutrition de manière systématique dans les politiques, les stratégies et les plans d'investissement (y compris ceux concernant l'élevage, les forêts et la pêche). Elle aide aussi les gouvernements à faire fonctionner et à renforcer les systèmes de contrôle des aliments, y compris les normes et leur application. Elle travaille en étroite collaboration avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) afin d'intégrer des objectifs nutritionnels assortis de résultats et de cibles mesurables dans le Cadre intégré pour la sécurité alimentaire (AIFS) et le Plan d'action stratégique pour la sécurité alimentaire 2015-2020 (SPA-FS), y compris de renforcer les capacités des acteurs du secteur agricole de l'ASEAN afin que ceux-ci puissent mettre en œuvre, suivre et évaluer l'AIFS et le SPA-FS. En outre, l'Organisation a contribué à l'élaboration d'une vision et d'objectifs dans le cadre du Programme de coopération de l'ASEAN dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts à l'horizon 2020, qui inclut la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments. De même, de nombreux pays d'Asie et du Pacifique ont intégré de manière systématique des objectifs nutritionnels dans leurs politiques et leurs stratégies relatives à l'alimentation et à l'agriculture. Des programmes de sécurité alimentaire assortis de résultats explicites ont été mis en œuvre dans plusieurs pays.

33. Par ailleurs, la FAO collabore avec un certain nombre de pays afin de promouvoir l'initiative régionale sur le Défi Faim zéro, qui bénéficie de l'appui d'autres pays de la région. Cette initiative régionale est axée sur les activités suivantes: créer un environnement de politique générale qui encourage les stratégies fondées sur l'alimentation; réduire le retard de croissance en promouvant une production vivrière locale et intégrée; s'appuyer sur les jardins potagers scolaires pour organiser l'acquisition de connaissances et de compétences nutritionnelles tout au long de la vie. Enfin, elle met en évidence l'importance des systèmes d'information.

34. La FAO travaille en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies afin d'aider les gouvernements et les organisations régionales à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies nutritionnelles multisectorielles. Les efforts conjoints des Nations Unies ont permis d'établir des profils de pays dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui fournissent des informations exhaustives, notamment sur différents indicateurs comme la croissance du produit intérieur brut (PIB), l'agriculture, le commerce, la santé, l'eau, l'assainissement et la nutrition.

## **Encadré 2: Activités actuelles de la FAO en matière de nutrition**

Les activités actuelles de la FAO en matière de nutrition dans la région sont axées sur les domaines thématiques ci-après:

- renforcer les capacités des États Membres afin de leur permettre d'intégrer la nutrition dans les politiques et les stratégies relatives à l'alimentation et à l'agriculture, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et de projets tenant compte de la nutrition et de sécurité alimentaire dans le secteur agricole;
- prêter l'assistance technique nécessaire au choix d'un ensemble d'indicateurs nutritionnels dans le cadre du système national d'alerte rapide visant à améliorer la sécurité alimentaire;
- encourager la consommation d'aliments locaux traditionnels qui présentent une valeur nutritionnelle supérieure en analysant leur composition, et enrichir les tables de composition des aliments sur cette base;
- renforcer les mécanismes nationaux de coordination multisectorielle au service de la nutrition;
- contribuer à éduquer et à sensibiliser les responsables des politiques, de la planification des programmes et de la mise en œuvre aux enjeux nutritionnels;
- contribuer à intégrer la nutrition dans la formation avant la prise de fonction et en cours d'emploi afin que le personnel chargé de la vulgarisation agricole sache comment promouvoir la diversification des aliments et des régimes;
- aider les gouvernements et les acteurs de la chaîne de valeur à renforcer la sécurité sanitaire des aliments aux niveaux des politiques, des institutions et de la mise en œuvre et, partant, influencer de manière significative sur l'état nutritionnel.

## **V. Conclusion et recommandations**

### **A. Conclusion**

35. Compte tenu de ses multiples causes, la malnutrition doit faire l'objet d'une approche intégrée et multisectorielle. Le secteur agroalimentaire doit se joindre à d'autres pour relever les défis en matière de nutrition aux niveaux national et régional. Pour ce faire, les différentes parties prenantes (institutions gouvernementales, ONG, OSC, secteur privé, universités et instituts de formation, y compris partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux et organismes des Nations Unies) doivent s'engager davantage et collaborer plus étroitement. Il convient aussi d'améliorer la cohérence des politiques et des programmes et de renforcer les investissements dans le domaine de la nutrition. La coopération Sud-Sud jouera également un rôle important. Il est essentiel d'améliorer la coordination entre les partenaires de développement afin d'accélérer les avancées en matière de nutrition.

36. La sécurité sanitaire des aliments, la nutrition et la salubrité alimentaire sont indissociables. Par conséquent, il est important de reconnaître le rôle crucial que la sécurité sanitaire des aliments joue dans la mise en œuvre de mesures visant à atteindre les objectifs nutritionnels. Le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments permettra d'améliorer l'état nutritionnel, ainsi que de prévenir les maladies non transmissibles et d'en limiter l'incidence. Ainsi, il convient de mettre en place des politiques et une réglementation à même de créer un environnement porteur et de renforcer les systèmes de sécurité sanitaire des aliments afin de les rendre plus efficaces tout au long de la chaîne de valeur et, partant, de veiller à ce que les consommateurs disposent d'aliments sûrs et nutritifs.

## B. Recommandations

37. La Conférence régionale souhaitera peut-être recommander les actions suivantes aux gouvernements, conformément aux conclusions et aux recommandations de la CIN2:

### *Intégrer la nutrition dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture*

- Incorporer explicitement des objectifs, composantes, cibles et indicateurs mesurables au moment de l'élaboration de politiques, de programmes et de plans d'investissement dans les domaines de l'agriculture, du commerce et de la sécurité alimentaire. Il s'agit notamment de mesurer et de suivre la progression vers un ensemble concerté de cibles et objectifs nutritionnels grâce à un système de suivi et d'évaluation (y compris la surveillance nutritionnelle) s'appuyant sur une série pertinente d'indicateurs nutritionnels comme les scores de diversité des apports alimentaires et le retard de croissance.
- Améliorer la cohérence des politiques afin de créer un macroenvironnement favorable à la nutrition. Les politiques sectorielles relatives à l'alimentation et à l'agriculture doivent couvrir les différents aspects de la nutrition afin de contribuer à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il peut s'agir notamment de politiques concernant la sécurité sanitaire des aliments, les prix des denrées alimentaires, les subventions, l'environnement, le commerce et la protection sociale, de politiques relatives à la parité hommes-femmes et à l'autonomisation des femmes qui ont un effet direct ou indirect sur la nutrition, ainsi que de politiques en faveur des pauvres (réformes foncières, accès amélioré aux marchés, installations après récolte et lieux de stockage).

### *Améliorer la collaboration multisectorielle*

- Promouvoir un système alimentaire et agricole de gouvernance responsable au service de la nutrition à tous les niveaux et prêter un appui en ce sens. Il faut mettre en place une stratégie nationale de nutrition et un plan d'action connexe qui reconnaissent les multiples causes de la malnutrition et nécessitent une action multisectorielle. Des feuilles de route nationales pour le renforcement des capacités (par exemple, dans des domaines comme l'intégration systématique de la nutrition aux politiques sectorielles intéressant l'alimentation et l'agriculture) doivent faire partie intégrante de la stratégie nutritionnelle globale.
- Veiller à ce que les programmes nationaux de protection sociale tiennent compte de la nutrition et permettent d'obtenir de meilleurs résultats nutritionnels, et mobiliser des financements nationaux et internationaux afin de concourir aux efforts nationaux visant à améliorer la nutrition et à concrétiser la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre du programme des ODD pour l'après-2015.
- Adopter une approche intégrée dans laquelle la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition soient intégrées de manière systématique aux politiques et aux interventions concernant les systèmes agricoles et alimentaires afin d'atteindre les objectifs de santé et de développement.

### *Renforcer les capacités en vue d'intégrer la nutrition de manière systématique*

- À l'heure de renforcer les capacités en vue d'intégrer la nutrition dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, se concentrer sur les approches institutionnelles, les compétences techniques des individus, la sensibilisation et la compréhension du système alimentaire et nutritionnel par toutes les parties prenantes, et l'adoption de pratiques tenant compte de la nutrition.
- Renforcer la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la filière alimentaire afin d'améliorer les résultats nutritionnels, y compris les politiques, la législation, les normes

(notamment leur mise en œuvre, leur application et la surveillance y afférente), les capacités en matière d'analyse et les ressources humaines.

- Exhorter les universités et le secteur privé à contribuer aux initiatives de renforcement des capacités grâce à leurs activités de vulgarisation et à leurs programmes de diffusion.
- Sensibiliser et éduquer à la nutrition les agriculteurs, les marchands et les responsables des politiques, de la planification des programmes et de la mise en œuvre dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. De plus, intégrer l'éducation nutritionnelle (y compris les modalités de la communication pour le changement de comportement en vue d'améliorer les habitudes alimentaires) dans les services de vulgarisation agricole.

38. La Conférence régionale souhaitera peut-être inviter la FAO à poursuivre son aide aux États Membres dans les domaines suivants:

- Prêter un appui technique pour ce qui est d'incorporer explicitement des objectifs nutritionnels dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture moyennant l'examen, la révision et la formulation de politiques, de stratégies et de programmes pertinents (y compris la capacité de les élaborer, de les mettre en œuvre, de les suivre et de les évaluer), de rédiger des recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments et de promouvoir des régimes sains.
- Aider les gouvernements à renforcer les politiques, la législation, les normes, les infrastructures institutionnelles et les ressources humaines des ministères et départements et d'autres parties prenantes en matière de sécurité sanitaire des aliments sur la base d'éléments scientifiques et selon une approche fondée sur l'analyse des risques. Renforcer les capacités d'établir et d'appliquer des normes adéquates dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, conformément aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius, y compris les directives sur l'étiquetage au service de la sécurité sanitaire des aliments et des résultats nutritionnels.
- Mettre à disposition des plateformes régionales et nationales permettant de partager les bonnes pratiques, les expériences et les enseignements tirés des interventions tenant compte de la nutrition dans le domaine alimentaire et agricole, en particulier le partage de l'expérience du Cadre intégré pour la sécurité alimentaire de l'ASEAN (AIFS) sur les objectifs nutritionnels explicites avec l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et le Forum des Îles du Pacifique.
- La Conférence régionale souhaitera peut-être appeler les partenaires fournisseurs de ressources à verser des contributions volontaires au profit des activités de la FAO dans la région afin que les actions et les initiatives des gouvernements puissent progresser.